



## DOCUMENT DE POSITION

# Recommandations d'une initiative interprofessionnelle européenne pour une meilleure réglementation de la gestion des substances chimiques

16 novembre 2015\*

### Résumé:

- La mise en pratique du principe de meilleure réglementation dans la gestion des substances chimiques implique l'identification, la mise en place et l'application de l'option de gestion des risques la plus efficace et la plus à même de faire face à un risque défini.
- Lorsque les autorités identifient un risque qui se limite au lieu de travail, la législation spécifique au lieu de travail représente l'option de gestion des risques la plus ciblée, la plus efficace et la plus proportionnelle.
- L'ajout sur la liste des substances candidates et la procédure d'autorisation REACH n'apportent aucun bénéfice supplémentaire en matière de protection des travailleurs. Ces mesures peuvent en revanche avoir un impact négatif sur la réalisation d'objectifs politiques majeurs, voire l'empêcher, notamment en ce qui concerne l'environnement.
- Les cosignataires de ce document soumettent un ensemble de propositions concrètes en vue d'assurer une meilleure réglementation des substances chimiques sur le lieu de travail.

\* Veuillez noter que ce document est la version revisitée d'un document de position plus ancien (mars 2015). Etant donnée la publication entre temps de notes plus détaillées relatives à certains aspects de cette initiative, nous avons procédé à une actualisation de ce document. En revanche, le message général véhiculé par le document original demeure inchangé.

Les organisations cosignataires représentent des secteurs industriels et des technologies qui contribuent grandement à la compétitivité, la croissance économique et l'emploi dans l'Union européenne (UE). En effet, nous produisons et/ou utilisons des substances qui sont souvent des composantes indispensables au développement de technologies majeures, comme les matériaux de pointe, les technologies de production innovantes ou la biotechnologie ; des technologies nécessaires aux grandes politiques de l'UE, notamment dans les domaines de l'environnement et de la santé.

Nos organisations soutiennent fermement la politique de **meilleure réglementation**<sup>1</sup> en général et plus particulièrement le programme pour une réglementation affûtée et performante (REFIT)<sup>2</sup>. Dans ce document de position, nous présentons un cas très concret dans lequel le principe de meilleure réglementation peut être appliqué : le domaine de la gestion des substances chimiques.

S'il est clair que REACH représente, à raison, le pilier réglementaire de l'UE en matière de gestion des substances chimiques, et qu'il a permis une collecte sans égal d'informations sur les utilisations et les effets de ces substances, nos organisations estiment que l'ajout sur la liste des substances candidates et la procédure d'autorisation ne devraient pas être considérés comme la solution privilégiée **lorsqu'il est avéré que les risques potentiels posés par une substance sont limités au lieu de travail et peuvent être traités de manière plus efficace dans le cadre de la législation relative au lieu de travail**. Nous référant à la Feuille de route de la Commission sur les substances extrêmement préoccupantes (SVHC), nous souhaiterions souligner que les Analyses de la meilleure option de gestion des risques (RMOA) visent justement à identifier la meilleure option réglementaire pour gérer les risques « *soit dans REACH [...] soit en dehors de REACH* »<sup>3</sup>.

Nous estimons que la législation relative au lieu de travail :

- Traite de manière plus complète les risques potentiels sur le lieu de travail, notamment en incluant les utilisations qui n'entrent pas dans le champ d'application de l'autorisation REACH ;
- Prescrit le principe de substitution des substances préoccupantes ; et
- Oriente les investissements vers une protection renforcée des travailleurs, au lieu de les attribuer à la préparation de dossiers de candidature complexes et au paiement de frais de dossier, ce qui rend cette législation plus efficace que l'autorisation REACH en matière de coûts.

L'ajout d'une autorisation REACH à la législation relative au lieu de travail **n'augmenterait pas le degré de protection** des travailleurs et aurait au contraire un impact, entre autres, sur la compétitivité des sites de production, sur la recherche et le développement, le secteur du recyclage, etc.

C'est pourquoi nos organisations prônent une utilisation ciblée et sur mesure de l'autorisation REACH dans le cas des substances concernées. L'autorisation ne devrait pas être utilisée dans les cas où elle constituerait un doublon avec une autre mesure légale, lorsque cette dernière représente une option de gestion des risques plus efficace et proportionnelle.

Nous proposons donc à la Commission européenne et aux Etats membres de :

- i) Reconnaître la législation relative au lieu de travail, y compris les Valeurs limites d'expositions professionnelle (VLEP) appliquées à l'échelle européenne, comme l'option la plus efficace de gestion des risques pour les substances dont le risque à traiter se limite au lieu de travail ;

---

<sup>1</sup> La politique de la Commission intitulée « Mieux légiférer » consiste à élaborer des politiques et des actes législatifs de manière à ce qu'ils atteignent leurs objectifs à un coût minimal. [http://ec.europa.eu/smart-regulation/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/smart-regulation/index_fr.htm)

<sup>2</sup> Le programme REFIT vise à rendre la législation de l'UE plus simple et à réduire les coûts induits par la réglementation. [http://ec.europa.eu/smart-regulation/refit/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/smart-regulation/refit/index_fr.htm)

<sup>3</sup> Feuille de route sur les substances extrêmement préoccupantes, 5 février 2013 : <http://register.consilium.europa.eu/doc/srv?l=FR&f=ST%205867%202013%20INIT>

- ii) Passer en revue les moyens de renforcer les capacités à disposition de l'UE pour l'établissement et/ou la révision des VLEP européennes ;
- iii) Etablir des VLEP européennes pour les substances pour lesquelles un risque est identifié sur le lieu de travail ; et de
- iv) S'assurer qu'en ce qui concerne les cas présentés ici, aucune mesure réglementaire supplémentaire et superflue n'est imposée (p.ex. ajout sur la liste des substances candidates, autorisation), ce qui implique que :
  - a. Lorsque le risque identifié pour toutes les utilisations d'une substance peut être traité de manière plus efficace par la législation relative au lieu de travail, la substance ne devrait pas être ajoutée à la liste des substances candidates<sup>4</sup> ; et
  - b. Lorsque le risque identifié pour certaines des utilisations d'une substance peut être traité de manière plus efficace par la législation relative au lieu de travail, ces utilisations devraient être exemptées de l'autorisation REACH en vertu de l'article 58(2) du Règlement REACH.

Nous nous réjouissons de coopérer avec la Commission, les autres autorités publiques et parties prenantes sur ce sujet, dans le cadre d'une démarche positive visant à garantir l'utilisation en toute sécurité des substances ainsi que la compétitivité et l'emploi en Europe.

\*\*\*\*\*

Vous pouvez nous contacter à l'adresse suivante : [cii.reach.osh@gmail.com](mailto:cii.reach.osh@gmail.com).

Pour de plus amples informations sur nos recommandations politiques, veuillez vous référer à nos documents complémentaires :

1. Graphiques : Notre proposition : la mise en place des principes de la Feuille de route SVHC de la Commission
2. Proposition détaillée et réponses aux questions suscitées par la législation relative au lieu de travail
3. L'établissement de VLEP indicatives et contraignantes / Perspectives pour une possible révision de la législation sur la sécurité et la santé au travail

---

<sup>4</sup> Dans le cas d'une substance qui a déjà été incluse dans la liste des substances candidates mais qui respecte les critères définis dans ce document, nous estimons que cette substance ne devrait pas être soumise de manière prioritaire à une autorisation.

## Organisations signataires

### *Associations et plateformes européennes et mondiales*

ACEA – Association des constructeurs européens d'automobiles  
ADCA Taskforce  
AmCham EU  
BeST – Association des sciences et technologies du béryllium  
Cadmium Consortium  
CAEF – Comité des associations européennes de fonderie  
CDI – Institut pour le développement du cobalt  
CECOF – Comité européen des constructeurs de fours et d'équipements thermiques industriels  
CEMBUREAU – Association européenne du ciment  
CerameUnie – Association européenne de l'industrie céramique  
CETS – Comité européen des traitements de surface  
CheMI – Plateforme européenne pour les industries utilisatrices de produits chimiques  
ChemLeg PharmaNet  
CIRFS – Association européenne des fibres chimiques  
CPME – Comité des fabricants européens de PET  
EAA – Association européenne de l'aluminium  
EBA – Association européenne des borates  
ECFIA – Industrie européenne des laines d'isolation haute température  
ECGA – Association européenne du carbone et du graphite  
ECMA – Association européenne des fabricants de catalyseurs  
EDMA – Association européenne des fabricants de produits de diagnostic  
EPMF – Fédération européenne des métaux précieux  
ETRMA – Association européenne des fabricants de pneus et de caoutchouc  
Eucomed  
Euroalliages – Association européenne des producteurs de ferro-alliages  
EUROBAT  
EUROFER  
Eurométaux  
Euromines  
FEPA – Fédération européenne des fabricants de produits abrasifs  
Frit consortium  
Glass Alliance Europe – Alliance européenne des industries du verre  
ICdA – Association internationale du cadmium  
IIMA – Association internationale des métaux ferreux  
IMAT – Matériaux innovants pour des industries de haute technologie électronique et photonique durable  
Ipconsortium  
Lead REACH Consortium  
Nickel Institute  
PRE – Fédération européenne des fabricants de produits réfractaires  
RECHARGE – Association européenne des batteries rechargeables de haute technologie  
UEAPME – Union européenne de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises  
UNIFE – L'industrie ferroviaire européenne

### *Associations nationales*

A3M – Alliance des Minerais, Minéraux et Métaux  
BVKI – Bundesverband Keramische Industrie e.V. (Association prof. allemande de l'industrie céramique)  
ION – Dutch Association Industrial Surface Technology (Ass. prof. néerlandaise du traitement de surface)  
NFA – Non-Ferrous Alliance (Association prof. britannique des métaux)  
SEA – Surface Engineering Association (Association prof. britannique de l'ingénierie des surfaces)  
VDA – Verband der Automobilindustrie (Association prof. allemande de l'industrie automobile)  
VDFFI – Verband der Deutschen Feuerfest-Industrie e.V. (Ass. prof. allemande de l'industrie réfractaire)  
VDS – Verband Deutscher Schleifmittelwerke e.V. (Ass. prof. allemande de l'industrie abrasifs)  
WKÖ – Wirtschaftskammer Österreich (Chambre fédérale autrichienne de l'économie)  
WVM – Wirtschaftsvereinigung Metalle (Association prof. allemande des métaux)  
ZVO – Zentralverband Oberflächentechnik e.V. (Association prof. allemande du traitement de surface)

### *Entreprises*

Colorobbia  
DALIC  
Esmalglass itaca  
Ferro  
Smalticeram  
Vernis